

MONTFORT DEVELOPPEMENT
Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 francs
Siège social : 6, rue de la Ferme
92100 - BOULOGNE BILLANCOURT
RCS : NANTERRE B 403 227 051

9686828
CESSION DE PARTS SOCIALES

DÉPOSÉ LE :

29 DEC. 1997

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE

34018.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Jean-Christian GOUNON,
demeurant Sus les Devens - CH 1133 - LUSSY SUR MORGES - VAUD
(SUISSE)
marié sous le régime de la communauté légale avec Madame
Mireille SAHY
de nationalité Française
- Monsieur Jacques MEILLERE,
demeurant 4, rue Victor Hugo - 92150 - SURESNES
marié sous le régime de la séparation de biens
de nationalité Française
- Monsieur Jean-Luc HEUSSLER,
demeurant 26, rue Malesherbes - 69006 - LYON
marié sous le régime de la séparation de biens
de nationalité Française

*ci-après dénommés "LES CEDANTS",
d'une part,*

ET

- Monsieur Hervé HARDY,
demeurant 17, chemin de Plantefort - 69370 - SAINT-DIDIER-AU-
MONT-D'OR
marié sous le régime de la séparation de biens
de nationalité Française

*ci-après dénommé "LE CESSIONNAIRE",
d'autre part,*

Ont procédé de la manière suivante à une cession de parts
sociales de la Société MONTFORT DEVELOPPEMENT.

ci-après dénommée "LA SOCIETE",

[Signature]

FACE ARTICLE
ARTICLE 905 C. G. I.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Société MONTFORT DEVELOPPEMENT a été constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée suivant acte sous seing privé en date à ECULLY du 21 décembre 1995, enregistré à LYON 5°, le 21 décembre 1995, bordereau 346 n° 6.

Le capital social a été fixé lors de la constitution à 50.000 F divisé en 500 parts sociales de 100 francs chacune, entièrement libérées.

Le siège social a été fixé 2, allée du Moulin Berger 69134 - ECULLY, puis transféré 6, rue de la Ferme - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, aux termes d'une décision des associés en date du 28 août 1996.

La Société a pour objet :

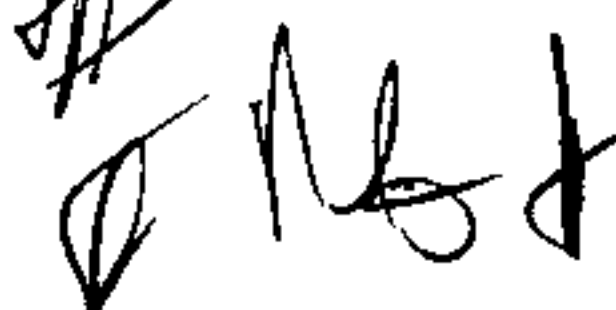
- la prestation d'étude, d'assistance à la gestion, de conseil et d'ingénierie technique, administrative et financière, notamment dans le secteur de la construction, auprès d'opérateurs publics, associatifs ou commerciaux, en France ou à l'étranger.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le capital social de la Société est actuellement réparti comme suit :

- | | |
|---|-----------|
| - Pour Monsieur Hervé HARDY,
à concurrence de 125 parts,
numérotées de 1 à 125 inclus,
ci | 125 parts |
| - Pour Monsieur Jean-Christian GOUNON
à concurrence de 125 parts,
numérotées de 126 à 250 inclus,
ci | 125 parts |
| - Pour Monsieur Jacques MEILLERE
à concurrence de 125 parts,
numérotées de 256 à 375 inclus,
ci | 125 parts |
| - Pour Monsieur Jean-Luc HEUSSLER
à concurrence de 125 parts,
numérotées de 376 à 500 inclus,
ci | 125 parts |
| <hr/> | |
| - Total des parts composant le capital | 500 parts |

Handwritten signatures and initials:




FACE ARTICLE
ARTICLE 905 C. G. I.

Les cédants déclarent que les parts leur appartenant ont été acquises auprès de la Société SOFCO SANTE aux termes de cessions intervenues en date du 17 juillet 1996.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

1) Déclarations :

Les cédants déclarent :

- qu'ils disposent de la pleine capacité juridique d'aliéner ;
- qu'ils sont résidents français, sauf Monsieur Jean-Christian GOUNON qui se déclare résident Suisse ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tout nantissement et de tout droit quelconque.

2) Cession de parts sociales :

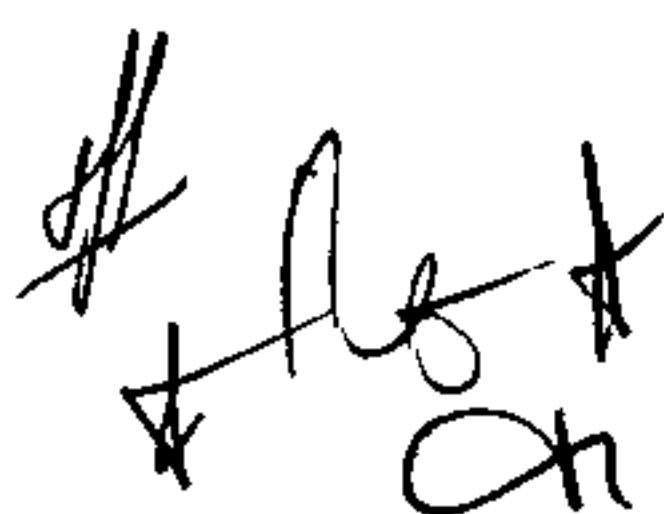
1°) Monsieur Jean-Christian GOUNON cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à Monsieur Hervé HARDY, qui accepte, CENT VINGT CINQ (125) parts sociales de la Société MONTFORT DEVELOPPEMENT lui appartenant, numérotées de 126 à 250 inclus, avec tous les droits et obligations y attachés.

2°) Monsieur Jacques MEILLERE cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à Monsieur Hervé HARDY, qui accepte, CENT VINGT CINQ (125) parts sociales de la Société MONTFORT DEVELOPPEMENT lui appartenant, numérotées de 251 à 375 inclus, avec tous les droits et obligations y attachés.

3°) Monsieur Jean-Luc HEUSSLER cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à Monsieur Hervé HARDY, qui accepte, CENT VINGT CINQ (125) parts sociales de la Société MONTFORT DEVELOPPEMENT lui appartenant, numérotées de 376 à 500 inclus, avec tous les droits et obligations y attachés.

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour, il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée auxdites parts. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter de ce jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.



FACE 2000
ARTICLE 905 C. G. I.

3) Prix :

La présente cession est consentie moyennant le prix de UN (1) franc par part sociale cédée, soit un prix de :

1°) CENT VINGT CINQ (125) francs pour les CENT VINGT CINQ (125) parts cédées par Monsieur Jean-Christian GOUNON, dont ce dernier reconnaît avoir reçu parfait paiement du cessionnaire ce jour-même et lui en donne bonne et valable quittance.

2°) CENT VINGT CINQ (125) francs pour les CENT VINGT CINQ (125) parts cédées par Monsieur Jacques MEILLERE, dont ce dernier reconnaît avoir reçu parfait paiement du cessionnaire ce jour-même et lui en donne bonne et valable quittance.

3°) CENT VINGT CINQ (125) francs pour les CENT VINGT CINQ (125) parts cédées par Monsieur Jean-Luc HEUSSLER, dont ce dernier reconnaît avoir reçu parfait paiement du cessionnaire ce jour-même et lui en donne bonne et valable quittance.

4) Signification de la cession :

La présente cession de droits sociaux sera signifiée à la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

5) Déclaration pour l'enregistrement :

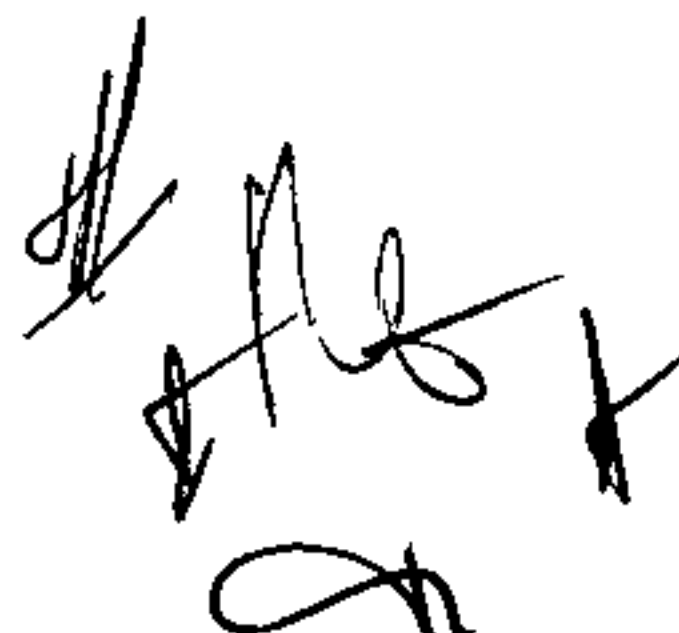
En vue de la perception des droits d'enregistrement, le cédant déclare que la Société MONTFORT DEVELOPPEMENT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

6) Intervention du conjoint d'un cédant :

Aux présentes intervient Madame Mireille SAHY, conjoint de Monsieur Jean-Christian GOUNON, qui déclare donner son consentement à la cession des parts sociales consentie par ce dernier au profit de Monsieur Hervé HARDY.

7) Agrément :

Les présentes cessions intervenant entre associés, aucune décision d'agrément n'est nécessaire.



FACE ARTICLE
ARTICLE 905 C. G. I.

8) Frais :

Les frais et droits d'enregistrement afférents aux présentes cessions et tous les frais qui en sont la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige dans la mesure où ces frais et droits se rattacheront aux cessions de droits sociaux consenties.

Fait à Genève
le 06 octobre 1996.

en SIX exemplaires originaux,

Les cédants :

Jean-Christian GOUNON Bon pour cession de cent vingt cinq parts (125) Vanthomme

Mireille SAHY Bon pour acquisition de cent vingt cinq parts Marion

Jacques MEILLERE Bon pour cession de cent vingt cinq parts

Jean-Luc HEUSSLER Bon pour cession de cent vingt cinq parts (125)

Le cessionnaire :

Hervé HARDY Bon pour acquisition de trois cent soixante quinze parts

RECEVÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
DE SURESSIS le 15 DEC. 1997	
Vol ... 1.0.6	F° 7.7 ... BORD 289.17
REÇU	- D ^e DE TIMBRE
	- D ^e D'ENREGI
SIGNATURE :	

Quatre cent vingt cinq francs
Cent francs + 10,75 F d'IR

REPLICATA

U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C. 20535
ARTICLE 905 C. G. I.

MONTFORT DEVELOPPEMENT
Société à Responsabilité Limitée au capital de F. 50.000
Siège Social : 6, rue de la Ferme
92100 - BOULOGNE-BILLANCOURT
RCS : NANTERRE B 403 227 051

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 06 OCTOBRE 1997

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept,
Le 06 octobre,

Monsieur Hervé HARDY, associé unique de la Société MONTFORT DEVELOPPEMENT, Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 F, divisé en 500 parts de 100 F chacune, a pris les décisions qui suivent concernant la modification des statuts corrélativement à la réunion de toutes les parts de la Société en une seul main :

PREMIERE DECISION

Comme conséquence de la réunion de toutes les parts sociales entre ses mains, l'associé unique décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille francs. Il est divisé en cinq cent parts de cent (100) francs chacune, numérotées de 1 à 500, attribuées dans leur totalité à Monsieur Hervé HARDY, associé unique.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique.

Hervé HARDY



MONTFORT DEVELOPPEMENT
Société à Responsabilité Limitée au capital de F. 50.000
Siège Social : 6, rue de la Ferme
92100 - BOULOGNE-BILLANCOURT
RCS : NANTERRE B 403 227 051

STATUTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME
Le 06 octobre 1997

Yann REBOULLEAU
GERANT



SARL MONTFORT DEVELOPPEMENT
Société à responsabilité limitée
au capital de 50 000 francs
Siège social : 6, Rue de la Ferme
92 100 BOULOGNE
RCS B 403 227 051

<u>STATUTS</u>

Les soussignés :

- Monsieur Hervé, Louis HARDY, né le 2 Mai 1952 à NOGENT-SUR-MARNE (Seine et Marne), demeurant 17, Chemin de Plantefort - 69370 SAINT-DIDIER-AU-MONT D'OR,

- La société SOFCO SANTÉ, société anonyme au capital de 4.410.000 francs, ayant son siège Technoparc Moulin Berger, 2 allée du Moulin Berger - 69134 ECULLY CEDEX, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon, sous le n° 353.800.329,
représentée par Monsieur Thierry VIAL- COLET, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes,

ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

EXERCICE SOCIAL

Article 1 - FORME

La société est une société à responsabilité limitée.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

Les prestations d'étude, d'assistance à la gestion, de conseil et d'ingénierie technique, administrative et financière, notamment dans le secteur de la construction, auprès d'opérateurs publics, associatifs ou commerciaux, en France ou à l'étranger;

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

SARL MONTFORT DÉVELOPPEMENT

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à

BOULOGNE 92100 - 6, Rue de la Ferme.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 1996.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 7 - APPORTS

Monsieur Hervé HARDY apporte à la société la somme de cent francs,
ci 100 francs

SOFCO SANTE apporte à la société la somme de quarante neuf mille neuf cents francs,
ci 49 900 francs

Total : 50 000 francs

Cette somme de 50 000 francs a été déposée à un compte ouvert CIC LYONNAISE DE BANQUE, agence de LYON REPUBLIQUE 69001 au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille francs. Il est divisé en cinq cent parts de cent (100) francs chacune, numérotées de 1 à 500, attribuées dans leur totalité à Monsieur Hervé HARDY, associé unique.

Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Toute modification du capital social - augmentation et réduction - sera décidée et réalisée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans tous les cas, si ces opérations font apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle des acquisitions ou cessions des droits nécessaires.

Article 10 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit des conjoints, ascendants ou descendants d'un associé.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou transmises à titre gratuit, à un tiers étranger à la société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.

Les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

III - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur des parts sociales peut revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises et ce, selon les modalités et dans les conditions prévues par la loi.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Article 13 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon ces conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

Article 14 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

TITRE III

GERANCE - CONTROLE

Article 15 - GERANCE

1 - Nomination - pouvoirs

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans

effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Monsieur Hervé HARDY demeurant Technoparc du Moulin Berger, 2 Allée du Moulin Berger
69130 ECULLY est nommé premier gérant de la société pour une durée illimitée.

2 - Durée et cessation des fonctions

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les fonctions du ou des gérants cessent par démission, décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation.

3 - Rémunération de la gérance

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à une rémunération dont les modalités sont fixées par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque les conditions d'une telle nomination sont réunies. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 17 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 18 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent toujours être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 11 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 18 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

3 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

4 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 19 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

TITRE V

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 20 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 21- AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 22 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 23 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 24 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 25 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 26 - POUVOIRS

Les associés soussignés donnent mandat à Monsieur Hervé HARDY de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la société :

- acquérir les parts sociales constituant le capital de la SNC HOURTOULE INVESTISSEMENTS, dont le siège est 22 Avenue du Général de Gaulle à

MONTFORT L'AMAURY (78490) immatriculée au RCS de VERSAILLES sous le numéro

B 351 754 742

- donner toutes garanties et signer tous actes à cet effet.

Article 27 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Fait à Ecully

l'an mil neuf cent quatre vingt quinze

et le vingt et un décembre

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

- Monsieur Hervé HARDY,

- SOFCO SANTE , représentée par Monsieur Thierry VIAL-COLLET,